

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/26/04 du 22.01.2026











ACCORD-CADRE COMPOSITE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

GROUPEMENT DE COMMANDES
Création de contenus et administration éditoriale
du site Internet et des réseaux sociaux,
réalisation d'un plan média
et achats d'espaces,
conception/impression de supports de communication
et signalétique
pour le « Pacte Transmission-Reprise 2026/2028 »

Consultation n°2026/CONSU/04 du 22 janvier 2026

CCI GRAND EST
14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM
Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex
www.marches-publics.gouv.fr
T. Achats : 03.87.52.31.17
@ : marchespublics@grandest.cci.fr

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Création de contenus et administration éditoriale du site Internet et des réseaux sociaux, réalisation d'un plan média et achats d'espaces, conception/impression de supports de communication et signalétique pour le « Pacte Transmission-Reprise 2026/2028 »
	Type de contrat	Accord-cadre composite
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée initiale	9 mois à compter du 01/04/26
	Reconduction	Avec : reconductible 2 fois douze mois
	Prix	Prix global forfaitaire ET prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande – Tranche B	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	7
4.2 - Obligations du titulaire.....	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	9
4.2.11 - Documentation	9
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée du contrat	9
5.2 – Reconduction	10
6 - Prix	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7 - Garanties Financières.....	11
8 - Avance.....	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement.....	12
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations	13
11 - Développement durable.....	14
12- Vérifications	14
12.1 - Vérifications.....	14
12.2 - Décision après vérification	15
13 - Modification du contrat.....	15
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	15
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	15
13.3 - Changement en cours d'exécution du marché.....	15
13.4 - Cas fortuits et force majeure	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16

15 - Pénalités	17
15.1 - Pénalités de retard	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	18
15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations	18
16 - Assurances	19
17 - Clause de réexamen.....	19
18 - Résiliation du contrat	21
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	21
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
19 - Règlement des litiges et langues	22
20 – Engagements éthiques et probité	22
21 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Création de contenus et administration éditoriale du site Internet et des réseaux sociaux, réalisation d'un plan média et achats d'espaces, conception/impression de supports de communication et signalétique pour le « Pacte Transmission-Reprise 2026/2028 ».

Le présent marché a pour objet la création, la valorisation et l'actualisation de contenus, ainsi que l'administration éditoriale du site internet et des réseaux sociaux du Pacte Transmission-Reprise, la définition et la mise en œuvre d'un plan média digital incluant les achats d'espaces, et, le cas échéant, la conception de supports de communication, dans le cadre du Pacte Transmission-Reprise.

Ce marché s'inscrit dans la continuité de la stratégie de communication globale déployée depuis 2020 pour le Pacte Transmission-Reprise. À l'issue des précédentes conventions, le dispositif dispose d'outils structurés : image de marque, charte graphique, site internet, contenus éditoriaux, présence sur les réseaux sociaux et premiers dispositifs média.

La période 2026–2028 se caractérise par une évolution du cadrage stratégique, avec un objectif prioritaire de capitalisation sur les contenus et outils existants, de rationalisation des volumes de production, et d'optimisation des investissements de communication, dans un contexte budgétaire contraint.

La mission globale devra être mise en œuvre à partir du 1er avril 2026 et jusque fin décembre 2028.

Dans le cadre de cette mission, le prestataire devra, entre autres :

- Produire des contenus éditoriaux, visuels et audiovisuels, en privilégiant l'adaptation et le recyclage de contenus existants,
- Assurer la continuité et la cohérence des axes éditoriaux définis par le comité de pilotage,
- Organiser et animer des comités éditoriaux à une fréquence adaptée aux besoins du dispositif,
- Administrer et animer le site internet et les réseaux sociaux du Pacte Transmission-Reprise,
- Proposer, piloter et optimiser un plan média digital (SEA et Display),
- Concevoir, le cas échéant, des supports de communication, en priorité à partir des supports existants

La mission globale devra être mise en œuvre à partir du **1^{er} avril 2026 et jusqu'au 31 décembre 2028**, selon les modalités prévues par le marché et ses éventuelles reconductions.

Lieux d'exécution : Grand Est

Le marché s'exécute dans le cadre d'un **groupement de commandes** conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Est (CCIGE)**
Représentée par son Président M. Jean-Paul HASSELER
14 rue de la Haye – 67300 SCHILTIGHEIM
Siret : 130 022 668 00524
Comptable public assignataire des paiements : M. Olivier KLOTZ, Trésorier de la CCIGE
- **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Grand Est (CMA GE)**
Représentée par son Président M. Christophe RICHARD
Pole des Métiers de Metz - Espace Partenaires - 5 boulevard de la Défense - 57070 METZ
Siret : 130 028 012 00016
Comptable public assignataire des paiements : M. Philippe FISCHER, Trésorier de la CMA GE

Le coordonnateur du **groupement de commandes** est : **CCI GRAND EST**. Il a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution du marché au nom de l'ensemble des membres du groupement.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Accord-cadre « composite » comporte 2 Tranches :

✚ **Tranche A : partie ordinaire, à forfait**

✚ **Tranche B : accord-cadre à bons de commande avec maximum pour toute la durée du marché**, en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique :

Année	Période	Montant maximum
Du 01/04/26 au 31/12/2026	1	3.000 € HT
Du 01/01/27 au 31/12/2027	2	4.000 € HT
Du 01/01/28 au 31/12/2028	3	4.000 € HT

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande – Tranche B

Les prestations feront l'objet de bons de commandes conformément aux articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la Commande Publique.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande et seront transmis par mail.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins ; chaque bon de commande délivré par le service comportera :

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- les délais d'exécution (date de début et de fin),
- les lieux d'exécution des prestations,
- le montant du bon de commande,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières : le « BPU » et le « DPGF »,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP ») et ses annexes,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ l'Offre Technique du titulaire,

- ✚ les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables.

Le profil d'acheteur Plateforme des Achats de l'État « PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **9 mois**.

L'exécution des prestations aura lieu du **1^{er} avril 2026 au 31 décembre 2026**.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit **tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **2**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **33 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 02/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010545968 (n) / 010545968 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010545968 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 73 - Services de publicité et d'études de marché ».

Le titulaire **devra transmettre** à la CCI , par lettre recommandée avec accusé de réception et copie par courriel aux adresses suivantes c.fournier@grandest.cci.fr **un mois avant la date d'entrée** en vigueur, **les nouveaux Prix** « DPGF/BPU », avec le détail de son calcul du coefficient Cn et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule. Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de **5 jours** au titulaire pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord express de la CCI.

La CCI s'engage à répondre dans un délai de **15 JOURS** à compter de la réception des prix réactualisés.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle du marché public.

La CCI est en droit de refuser toute augmentation qui n'aurait pas fait l'objet d'une communication dans les conditions fixées ci-dessus,

Si l'un des indices/index servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice/index préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice/index en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache. Si aucun indice/index n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice/index qui pourrait lui être substitué ayant des

caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice/index n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent contrat.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice/index nécessitera la passation d'une modification de contrat matérialisée par un avenant.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC. Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base des factures établies par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être libellées à :

CCI GRAND EST

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

Le montant à facturer est, éventuellement révisé comme précisé à l'article 6.2 du présent CCAP.

Sont, le cas échéant, déduites les réfections et pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET CCI GRAND EST : 130 022 668 00524

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché/accord-cadre **(2026/MAPO/04.00)** ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Numéro d'engagement juridique : n° marché/accord-cadre = **2026/MAPO/04.00**

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

10.1 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.2 instances de pilotage et de suivi

Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du titulaire et les interlocuteurs de la CCI /CMA, est organisée après la notification du marché par l'acheteur de la Direction Achats et Marchés.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel.

Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché.

La réunion de lancement peut être suivie si besoin d'une réunion technique visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

Le bilan de la réunion est rédigé par le titulaire et transmis à la CCI/CMA dans les 5 jours ouvrés suivants la réunion :

- Une **réunion de bilan trimestriel**, des campagnes ayant eu lieu au cours du mois : résultats et analyses.
- Une **réunion de bilan annuel** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, et partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées.

Le bilan de la réunion est rédigé par le titulaire et transmis à la CCI/CMA dans les 5 jours ouvrés suivants la réunion :

- dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de la CCI/CMA, soit à la demande du titulaire.

L'invitation à une réunion ponctuelle est envoyée par mail. Le compte rendu de la réunion est établi par le titulaire, transmis à la CCI /CMA dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par lui.

10.3 Coopération

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec la CCIGE/CMAGE

10.4 Intervenants

10.4.1 Conducteur des prestations du pouvoir adjudicateur

Comité de pilotage :

Pour la CCI GE : Lucille MOTSCH l.motsch@grandest.cci.fr

Pour la CMA GE :

Camille CARRÉ Camille ccarre@cma-grandest.fr

Le comité de pilotage s'engage à mettre à disposition du titulaire l'ensemble des documents et informations nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Le comité de pilotage assurer la vérification et la validation des prestations exécutées par le prestataire.

Modalités d'échanges avec le titulaire :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, en cours d'exécution du marché, de signer un document de manière manuscrite, de le scanner et de le transmettre par un dispositif dématérialisé.

10.4.2 Agent référent du titulaire et équipe dédiés à la réalisation du marché

Dans son offre, le titulaire a renseigné le nom de l'interlocuteur et l'équipe dédiés à la réalisation des prestations prévues au marché et à son suivi.

Il confirmera en début d'exécution des prestations les coordonnées (numéro de téléphone portable et adresse mél) du référent.

Le référent se rendra aux convocations en cas de problème de tout ordre.

Le titulaire du marché s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique ou la même équipe nommément désignée dans son offre.

Le titulaire devra aviser dans un délai maximal de 24 heures la CCIGE/CRMAGE, par courrier ou courriel avec accusé de réception, si le (ou les) intervenant(s) dédié(s) n'est (ne sont) plus en mesure d'assurer les prestations. Il devra alors proposer un remplaçant dans un délai de sept jours calendaires à compter de cette information. La personne remplaçante devra avoir une expérience et des compétences équivalentes.

La nouvelle personne physique affectée au marché par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage si CCIGE/CRMA GE ne la récuse pas dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la proposition du remplaçant.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

12- Vérifications

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations et des livrables aux spécifications du marché public telles que définies au cahier des charges techniques

L'ensemble des prestations et livrables est soumis à la validation du comité de pilotage de de la CCIGE/CRMA GE dans le délai de 10 jours ouvrés à compter de leur réception, qui pourra demander des améliorations et des modifications afin qu'ils soient en conformité avec le niveau d'exigence requis par le CCTP

À l'issue de ce délai, et sans décision de la CCIGE/CRMA GE, les prestations et livrables sont réputés acceptés.

Le titulaire procède à la remise des prestations ou livrables modifiés dans le délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande de la direction de la communication. L'octroi de ce délai supplémentaire n'impacte pas les échéances des autres prestations et livrables préalablement fixées.

S'il s'avère, à la suite des ajustements demandés que la qualité des prestations et livrables ne répond toujours pas aux attentes de la CCIGE/CRMA GE spécifiées dans le marché public, la CCIGE/CRMA GE peut prononcer la réception des prestations dont la qualité est défectueuse avec réfaction ou en prononcer le rejet total.

De ce fait, la CCIGE/CRMA GE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement relatives aux prestations rejetées.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

La réception avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Cette réduction est appréciée au cas par cas par la CCIGE/CRMA GE.

Les décisions de rejet ou d'admission avec réfaction mentionnées au précédent alinéa sont, sans autre formalité, notifiées au titulaire par courriel. Ces décisions sont motivées. Elles donnent lieu, dans l'hypothèse où la facture correspondante a déjà été émise, à l'établissement d'un avoir.

Dans le cas où la CCI/CMA accorde un délai supplémentaire pour la remise d'une prestation ou d'un livrable, les pénalités, le cas échéant applicables, ne commencent à courir qu'à compter de l'expiration de la nouvelle échéance de livraison.

À tout moment au cours de l'exécution de la prestation, la CCIGE/CRMA GE peut procéder à des contrôles sur pièces et sur place (que ce soit sur les lieux d'exécution de la prestation ou dans tout établissement du titulaire ou d'un de ses sous-traitants) des prestations fournies. Ces contrôles peuvent être annoncés ou inopinés.

13 - Modification du contrat

13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

13.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

13.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Sous réserve des dispositions relatives à la cession des droits, la CCIGE/CRMA GE et le Titulaire demeurent seuls propriétaires, chacun en ce qui le concerne, de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, y compris les pièces constitutives du marché public, la documentation, les outils, méthodes et savoir-faire, qu'ils mettent respectivement à disposition de l'autre partie dans le cadre de l'exécution du marché public, que ces éléments aient été développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché public.

Le Titulaire s'interdit en conséquence d'utiliser, en totalité ou partiellement, l'un quelconque des documents ou éléments de toute nature constitutifs du présent marché public ou qui lui seraient remis par la CCIGE/CRMA GE à l'occasion de son exécution, à d'autres fins que la réalisation exclusive des prestations objet du marché public. Il s'interdit en particulier d'en conserver quelconque copie à l'échéance du marché public et en demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CCIGE/CRMA GE.

Sauf accord préalable écrit de l'autre partie, la CCIGE/CRMA GE et le Titulaire ne disposent d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels l'autre partie détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant à l'autre partie.

Le Titulaire et la CCI/CMA se garantissent réciproquement de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché public. À première manifestation de la revendication d'un tiers, Pôle emploi et le Titulaire prennent, chacun en ce qui le concerne, toute mesure propre à faire cesser le trouble et prêtent assistance à la partie mise en cause, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'ils détiennent ou peuvent obtenir. Dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de sa notification, la CCI/CMA et le Titulaire informent l'autre partie de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances de cette autre partie, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et appellent à la cause l'autre partie en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

14.1 Cession de droits

Pour l'exécution du présent marché public, le Titulaire cède, à titre exclusif, à la CCIGE/CRMA GE l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle sur les prestations réalisées dans le cadre du présent marché public, et notamment les livrables prévus au CCTP.

Cette cession de droit est réalisée pour une exploitation des prestations, objet du marché public, dans le monde entier, en toutes les langues et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Les droits cédés peuvent être exploités directement ou indirectement par la CCIGE/CRMA GE de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Ils sont constitués par la totalité des droits de reproduction, de modification et de représentation des prestations, objet du marché public, en tout ou partie.

Le droit de reproduction comporte le droit de reproduire tout ou partie des prestations, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit connu ou inconnu au jour de la notification du marché public, notamment photocopies, scannérisation, numérisation, édition de plaquettes et sur tous supports, connus ou à découvrir.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités prévues au présent article ont pour objet d'inciter le titulaire au respect de ses obligations contractuelles et des délais d'exécution.

Les pénalités sont déduites des sommes dues au titulaire.

Elles n'excluent ni l'application de réfections, ni la résiliation du marché aux torts du titulaire, ni la réparation d'un éventuel préjudice subi par le pouvoir adjudicateur.

Les pénalités citées à l'article 15.1.2 sont appliquées **après mise en demeure préalable**, restée infructueuse, notifiée au titulaire par écrit (courrier ou courriel).

La mise en demeure précise :

- le manquement constaté,
- le délai imparti pour régularisation,
- les pénalités encourues en cas de non-régularisation.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, les pénalités sont appliquées de plein droit.

Cas d'exonération

Aucune pénalité ne sera appliquée lorsque le retard ou le manquement résulte :

- d'un cas de force majeure,
- ou d'une modification des délais ou prestations expressément demandée par le pouvoir adjudicateur et formalisée par écrit.

15.1.1 Pénalités applicables sans mise en demeure préalable (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCGA TIC)

Les pénalités suivantes sont appliquées **sans mise en demeure préalable**, dès lors que le manquement est objectif, mesurable et imputable au titulaire :

a) Retards sur délais fermes

En cas de dépassement d'un délai contractuel ou d'un délai expressément fixé et validé (planning, rétroplanning, échéance formalisée), une pénalité de :

100 € HT par jour calendaire de retard et par livrable est appliquée.

b) Prestations exécutées sur bons de commande – Tranche B

Pour les prestations exécutées sur bons de commande, en cas de retard de livraison imputable au titulaire au-delà du délai indiqué au bon de commande, il est appliqué une pénalité de :

1 % du montant HT du bon de commande par jour calendaire de retard, plafonnée à **10 %** du montant HT du bon de commande.

15.1.2 Pénalités applicables après mise en demeure

Les pénalités suivantes sont appliquées **après mise en demeure restée infructueuse** :

a) Non-remise ou remise tardive des rapports et comptes rendus

En cas de non-remise d'un rapport de suivi, d'un bilan ou d'un compte rendu dans les délais prévus ou validés, une pénalité de :

50 € HT par jour calendaire de retard,
dans la limite de **500 € HT par document**, peut être appliquée.

b) Non-conformité et corrections

En cas de non-remise d'un livrable corrigé dans le délai de reprise notifié par le pouvoir adjudicateur, une pénalité de :

100 € HT par jour calendaire de retard est appliquée.

c) Développement durable – justificatifs et conformité

En cas de non-transmission des justificatifs environnementaux demandés (certifications, preuves de labels, fiches techniques) dans un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la demande, une pénalité de :

100 € HT par justificatif manquant peut être appliquée.

En cas de non-conformité avérée aux exigences environnementales, le pouvoir adjudicateur peut exiger la mise en conformité.

Les surcoûts imputables au titulaire restent à sa charge.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10%** du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur** pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8^{ème} jour au 14^{ème} jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15^{ème} jour au 21^{ème} jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Conformément aux articles **L.2194-1 1°** et **R.2194-1** du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.

1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
 - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
 - grèves affectant la disponibilité des ressources humaines,
 - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
 - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification ou disparition d'indice de variation des prix** utilisé pour la révision tarifaire.
- **Modification des volumes ou périmètres** : uniquement lorsqu'elles résultent de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elles ne dénaturent pas le marché.

Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.

- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
 - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen ;
 - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés ;
 - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.) ;
 - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières.
- Le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.
- À défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans préjudice des recours contentieux ou des dispositions spécifiques du CCAP.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement sur les prix contractuels initialement prévus au marché.

Lorsque les prix contractuels ne permettent pas de déterminer de manière pertinente les adaptations financières nécessaires, une méthode alternative de valorisation peut être utilisée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :

- Les adaptations financières doivent être strictement limitées aux besoins nécessaires à la continuité du service, sans modification de la nature globale des prestations.
- Le titulaire doit fournir un dossier détaillé justifiant :
 - l'impossibilité avérée d'utiliser les prix contractuels,
 - la méthode de calcul proposée,
 - les éléments constitutifs du coût (charges directes, charges indirectes, temps mobilisé, moyens spécifiques rendus nécessaires par la circonstance imprévue),
 - toute pièce permettant de vérifier le caractère raisonnable et proportionné de la demande.

6. Dispositions relatives aux groupements

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

6.1. Groupement solidaire

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

6.2. Groupement conjoint

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.

- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

6.3. Groupement conjoint solidaire

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

6.4. Dispositions communes

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices,
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement,
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
 - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
 - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,
 - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.

Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 – Engagements éthiques et probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe.

ENGAGEMENTS ÉTHIQUES ET DE PROBITÉ

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des **principes fondamentaux de la commande publique** définis à l'article **L3 du Code de la commande publique**, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L.2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

OBLIGATION DE SIGNALEMENT

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle** ;
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA PROBITÉ

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),

- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

CLAUDE DE COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

21 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 31 et 32 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 33 et 34 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- Certains paragraphe de l'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication